



L'opposition politique élève la voix contre la nomination du nouveau Directeur Général de la CNSS. Page 4.



L'association Racine; regroupant des Chefs coutumiers et des Professeurs d'Université s'engage pour des élections apaisées. Page 5.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 029 du jeudi 19 mai 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Annonce

Vous offres d'emploi du jour à la page 6 & 7.

Sport



Le parrain, M. Lassané SAWADOGO remettant le prix à l'équipe victorieuse

KOMONDJARI : FINALE OSEP DE LA CEB GAYERI II

La finale des activités de l'Organisation du Sport à l'Ecole Primaire (OSEP) de la Circonscription d'Education de Base de Gayéri II s'est tenue le samedi 14 mai 2016 sur le terrain provincial de la Komondjari à Gayéri. C'était en présence du PDS de Gayéri, M. Lucien KINDA, du commandant de la brigade de gendarmerie de Gayéri, M. Lassané SAWADOGO, parrain de l'édition 2016 et de nombreux invités venus pour soutenir le sport à l'école primaire.

Plusieurs activités ont marqué ladite finale. En effet la journée du samedi a débuté par un cross populaire de près de 5 km dans la ville de Gayéri. A l'issue du cross populaire, le match de classement et la compétition en athlétisme se sont déroulés dans la matinée. La finale du football s'est déroulée le soir entre Gayéri B et Oué. Deux des anciennes

écoles de la commune Gayéri.

C'est l'équipe de Gayéri B qui a remporté le trophée en battant son adversaire par 2 buts à zéro suite aux tirs au but. Le score sur le terrain était de 1 but partout. Le Chef de la circonscription d'éducation de Base de Gayéri, M. Gnoula François, le PDS de Gayéri et le parrain ont tous encouragé les élèves au fair-play sur le terrain et ont remercié tous ceux qui ont œuvré pour la réussite de cette activité sportive et culturelle. Les finalistes ont reçu des prix en nature et en espèces. Le meilleur gardien et le meilleur buteur ont tous été récompensés. Les athlètes ont aussi été récompensés ainsi que les élèves qui ont démontré leur talent en slam, en récital, en ballet et en théâtre.

Soulignons que la CEB Gayéri II compte 33 écoles avec un effectif de 2826 élèves dont 1521 garçons et 1305 filles. Ces élèves sont encadrés par 263 enseignants sur le terrain. Les principales difficultés de la CEB sont entre autres les classes sous paillottes, le manque de logement et les effectifs faibles.

Issa SEPAMA

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



**CONCOURS
MA THÈSE EN
180
SECONDES**

*3 minutes (et pas une seconde de plus)
pour présenter votre thèse,
convaincre et passionner le public...*



PRÊTS A RELEVER LE DEFI ?

Ouvert à tout doctorant inscrit sur l'année universitaire 2015-2016 ou à ceux ayant soutenu leur thèse au cours de cette même année

Inscription et renseignements
<http://www.ird.bf/MT180>

Date limite d'inscription le 3 Juin 2016

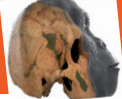
Flash News

Elections municipales du 22 mai 2016

Le bureau de la CECI Broum-broum situé à 25 km de Gaoua dans le sud-ouest du pays a été incendié ce matin par des manifestants en colère.

Attaque à Koutougou

Sahel: le Commissariat de Police de la ville de Koutougou dans le Soum a fait l'objet d'une attaque à mains armées dans la nuit du 17 au 18 mai 2016. Bilan: Deux (02) blessés dont un grave.



Emploi

Clôture du recrutement des 4200 enseignants dans le Centre – Ouest: Les résultats prévus pour fin Mai, et la formation pour début juin



Prévu précédemment pour clore ses portes le 29 Avril dernier c'est finalement le 14 Mai que les dépôts des dossiers de recrutement des 4200 enseignants ont pris fin dans le centre ouest. Avec plus de 410 postes d'enseignants à combler, on pouvait noter plus de 700 dossiers déjà réceptionnés à ce jour 13 Mai 2016, dans les locaux de la Direction régionale de la jeunesse. Une prolongation, qui se justifie par plusieurs raisons que nous avons essayé de comprendre en approchant les premiers responsables ainsi que les potentiels candidats.

Insuffisance de communication, difficultés de constitution des dossiers, mauvaise compréhension des textes du programme, faibles intérêt des candidats, sont entre autre les raisons qu' avancent les candidats concernés ainsi que la direction régionale de la jeunesse, de la formation et de l'insertion professionnelle pour justifier la faible affluence ayant conduit à la prolongation jusqu'au 14 Mai 2016.

Selon, le comité de recrutement représenté par M. Tiemtoré Issouf, « **les raisons du report se justifie par le fait que certains candidats n'avait pas la totalité de leur dossier, alors que dans les texte il est bien dit que tout dossier incomplet n'est pas accepté, surtout pour ceux qui sont dans le système LMD, il est difficile d'avoir un DEUG, c'est plutôt une attestation qu'on leur donne après les examens du s4. Aussi il y'a le faible intérêt de certains candidats au programme surtout que c'est la première fois. Rien que ce matin, il y'a des candidats qui nous ont même confié qu'ils hésitaient à venir déposer.** »

En plus de la communication tardive au niveau des autorités, M. Tiemtoré attribue la responsabilité d'autre part au jeunes chômeur, qui selon lui, doivent aller vers l'information. En attendant, il faut noter que les candidats pourront avoir leur résultat affiché d'ici la fin du mois de Mai, c'est du moins ce que nous confie M. Tiemtoré, car selon lui, le comité de recrutement a déjà commencé à siéger. « **Au fur et à mesure que les dossiers sont reçu on les achemine pour être traiter progressivement pour qu'à partir du 14 mai on puisse commence la sélection.** »

Concernant la période de formation qui sera de 6 mois, le comité ajoute qu'elle débutera probablement à compter du mois de juin et se fera à l'ENS/UK et à l'IDS à Ouagadougou. Sur 410 postes voulus dans le centre-ouest, on pouvait voir sur la liste de réception, 728 dossiers réceptionnés

la veille de la date de clôture. Une affluence qui continue toujours, même après notre départ. De manière générale, nous avons tenté de mesurer la satisfaction et une appréciation globale de ce programme d'emploi pour les jeunes, surtout après la prolongation effectué :

Tiono Thamar étudiante en Lettre Moderne², Candidate en Français-Anglais « **je suis satisfaite et rassuré maintenant car j'ai bien compris l'objectif du programme. En effet, j'avais déjà l'information, mais il me manquait mon diplôme de DEUG2, alors que nous n'avions pas encore fini notre S4 pendant cette première période de lancement. C'est finalement dans cette semaine que j'ai pu avoir mon attestation pour venir déposer ce matin.** »

Maiga Rafissatou : candidate en Math/SVT « **ce qui justifie mon retard c'est que je n'étais pas informé des conditions nécessaires du programme. C'est après le communiqué que j'ai su que c'était un contrat, mais pas un recrutement de la fonction publique. C'est ce qui m'a fait changer d'avis. En tout cas je peux dire que je suis rassuré, car vu que c'est un contrat, à n'importe quel moment tu peux le rompre et le programme ne peux pas t'empêcher de faire d'autres concours...** »

Bamogo Moussa candidat en Math/SVT « **La raison est dû au faite que j'ai eu du retard au niveau de l'obtention de mon BAC+2, car on venait juste de finir le S4 et il fallait prendre son mal en patience pour avoir son attestation. Je vois que le programme est une bonne chose, surtout après la phase de communication effectué pour mieux nous éclairer.** »

Sombo Luc étudiant en fin de cycle Science Economique et Gestion : candidat en Math « **moi j'avais l'information seulement je n'étais pas motivé, c'est après la prolongation que j'ai décidé de venir tenter ma chance car on ne perd rien, vu que c'est un contrat et que cela n'exclut pas de prendre part aux concours de la fonction publique. Je trouve que c'est une initiative salutare, de pouvoir reverser tous ces cerveaux dans un domaine où la demande est grande. Seulement de mon point de vu je trouve que c'est également un risque du côté de l'Etat, car il y'aura beaucoup qui vont désertier sils sont retenu dans la fonction publique et que feront –ils de ce déséquilibre ? J'espère qu'ils ont bien étudié ces cas-là.** »

Prince Omar

Mali

Avis de recrutement
d'un Gender Officer. Page 6

Annonce



Faible affluence au Haut-Commissariat

Concours Directs de la Fonction Publique dans la Bougouriba : Dépôt timide des candidatures

Débutée le 16 Mai 2016, la deuxième journée des dépôts de candidature aux concours directs a connu moins d'affluence le 17 Mai 2016. Aucune difficulté majeure n'a été signalée selon le Secrétaire Général Province Sakira Saïdou. Deux sites de dépôts ont été choisis à cet effet : le Haut-commissariat et la préfecture.

Les dépôts de candidature aux concours Directs de la Fonction Publique débuté le 16 mai 2016 à Diébougou et ceci pour une durée de dix jours. Deux sites ont été le choix du comité d'organisation. La deuxième journée de dépôt a été timide et pour cause : manque de timbres fiscaux pour légaliser et déposer les dossiers.

En effet, cette deuxième journée a coïncidé avec le Sit-in des agents du domaine et des Impôts. Dans les différents sites, les candidats consultent les listes affichées pour le choix des concours. C'est le cas de Micheline Somé qui vient de faire le choix de trois concours. Certains ont rédigé sur place leurs demandes et d'autres sont prêts pour le dépôt car ayant payé les timbres la veille.

C'est l'exemple de mademoiselle Lanta Djiemie Jeanne d'Arc. Elle affirme : « **j'ai pu déposer sans difficultés, sans bousculade car moins de candidats ce matin** », nous a-t-elle dit.

Du côté de l'organisation pratique des dépôts, rien à signaler en témoignage le Secrétaire Général de la Province Sakira Saïdou. Selon le Secrétaire Général, le comité s'est pris tôt en demandant aux différents services le choix des agents réceptionneurs qui sont au nombre de trente un dont quatre(4) agents de d'appui. La sécurité est présente dans les deux sites et veille au bon déroulement des dépôts a conclu le vice président.

Notons qu'une équipe de la Fonction Publique a rendu visite au comité d'organisation ce deuxième jour.

En attendant le 26 Mai 2016 date prévue pour la clôture, le comité d'organisation reste confiant quant au bon déroulement des dépôts de candidatures.

Frédéric Pooda



Agents en sit-in

Sit-in des Agents des Impôts et du Domaine dans la Bougouriba : Les Candidats aux Concours Directs Grognent

Le 17 Mai 2016, les agents des Impôts et domaine de Diébougou ont observé un Sit-in de 8 heures à 11 heures dans l'enceinte de leur service. Les candidats aux concours directs de la fonction publique, mécontents et tristes de ne pouvoir déposer leurs dossiers, grognent. C'est sous cinq (5) points de revendications qu'ils ont organisé ce Sit-in. Nous dit le Secrétaire Général de la section de la Bougouriba Ouédraogo Youssouf.

Cinq points de revendications ont été l'objet d'un arrêt de travail de 8 heures à 11 heures le Mardi 17 Mai 2016 à Diébougou des Agents des Impôts et du Domaine.

Ce sont :

- Le respect des travailleurs et de leurs organisations syndicales.
- Le non remise en cause de nos acquis.
- La relocalisation sans délais de tous les services actuellement sans bâtiments et l'adoption d'un plan d'investissement à court et moyen termes de la D G I
- Le traitement diligent de notre P F R

En outre de ses revendications, les Agents disent être mécontent de l'interview qu'a accordée l'évènement numéro 0329 du Mai 2016 au Ministre de l'économie, des Finances et du Développement a dit le Secrétaire Général de la Section de la Bougouriba Youssouf Ouédraogo.

Assis sous l'ombre dans la cours de leur service, les Agents attendent 11 heures pour commencer le travail. Pendant ce temps, les candidats aux concours directs de la Fonction Publique mécontents de ne pouvoir déposer leurs concours ce jour, grognent devant la porte du service de domaine et des Impôts de Diébougou.

Pour Vincent Dadiré candidat en attente, dit ne pouvoir légaliser ses papiers à la police. Il sera obligé d'attendre le 18 mai pour le faire. « **Mon souhait c'est de régler ce problème au plus vite** » a ajouté Mr Dabiré.

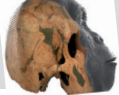
Pour l'instant, il faut attendre 11 heures pour se procurer un timbre au domaine ce 17 Mai 2016.

Frédéric Pooda

Vos offres d'emploi au quotidien sur

www.jobs-campus.com





Politique



Communiqué du chef de file de l'opposition politique burkinabé sur la nomination au poste de Directeur Général

Le chef de file de l'opposition politique burkinabé se prononce sur la nomination de Mr Lassané Sawadogo au poste de Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

C'est avec stupeur que l'opposition politique, comme tous les Burkinabè, a appris, en écoutant le compte rendu du Conseil de ministres du 11 Mai 2016, la nomination au poste de Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), de Mr Lassané Sawadogo, ancien ministre de la Fonction publique et actuellement Député MPP de la Province du Zondoma.

Cette nomination est l'illustration parfaite du bafouement par le Président Roch Marc Christian Kaboré et son gouvernement, des principes de bonne gouvernance et de lutte contre l'impunité, proclamés par l'insurrection populaire des 30 et 31 Octobre 2014.

Il s'agit d'abord, d'une manœuvre politicienne, qui consiste à donner la CNSS en récompense à un militant du MPP que l'on n'a pas pu caser. Cela était d'autant plus urgent, que Mr Sawadogo Lassané fait partie de la cohorte des frondeurs qui harcèlent la direction du MPP, lui particulièrement parce qu'il n'a pas obtenu le postes de ministre qu'on leur avait promis pendant la campagne électorale. Toute porte à croire qu'il s'agit là d'un lot de « consolation » parce que rien dans la formation et le parcours professionnel de l'intéressé ne le prédispose à la gestion d'une caisse de retraite et d'allocations sociales. La CNSS, dont tout le monde connaît l'importance pour la retraite des vaillants travailleurs burkinabè, sert ainsi de monnaie d'échange dans une transaction politique visant à calmer des revendications au sein du parti au pouvoir.

Deuxièmement, cette nomination s'inscrit dans le prolongement des méthodes révoltantes que le « trio RSS » appliquait lorsqu'il faisait la pluie et le beau temps sous le régime de Blaise Compaoré, méthodes qui consistaient entre autre à nommer à la tête de nos sociétés d'Etat, des militants caciques du parti au pouvoir, quand bien même ceux-ci n'avaient pas le profil adéquat.

La CNSS en particulier a été le lieu favori de la mise en œuvre de cette pratique, comme l'atteste le profil des différents DG qui se sont succédés à sa tête au cours des deux dernières décennies. Ces militants politiques que l'on place à la tête de la CNSS sont potentiellement des instruments pour renflouer les caisses du parti au pouvoir, offrir des marchés aux parents et amis des puissants du moment, et pire utiliser cette manne financière pour prêter de l'argent aux opérateurs économiques proches du pouvoir, ou prendre des participations dans des projets pilotés par des prêteurs noms. C'est cette tradition de pillage que la nomination de Lassané Sawadogo laisse entrevoir.

Enfin et c'est le plus inquiétant, le palmarès personnel de Lassané Sawadogo en matière de gestion des fonds publics pose problème et nous conforte dans nos craintes. Nommé ministre en 2003, Lassané Sawadogo a été limogé avec fracas en 2007, pour mauvaise gestion, notamment en raison de son implication dans le scandale de la Carfo, révélé par des enquêtes de la Cour des Comptes et de l'Inspection d'Etat. Les rapports de ces deux institutions à son encontre étaient si accablants que le régime d'alors n'a pas eu d'autre choix que de le limoger, malgré les puissants soutiens politiques dont il bénéficiait.

En exemple, dans le rapport public 2008 de la Cour des comptes sur la gestion de la Carfo, et portant sur la période où Mr Lassané Sawadogo était ministre de tutelle, il est écrit en page 210 et 211, sous la rubrique « Du bon emploi des deniers publics », ce qui suit :

« Il a été relevé de constater que certaines pratiques dans les dépenses de la Carfo sont contraires au bon emploi des deniers publics. Il en est ainsi : des dons et prélèvements de carburant pour les missions privées du Ministre de tutelle technique (Mr Lassané Sawadogo), du Secrétaire général du ministère et d'autres personnalités d'un prêt d'un millions de francs (1.000.000) FCFA pour le carburant du ministre de tutelle technique (Mr Lassané Sawadogo) non remboursé des missions privées du ministre de tutelle technique (Mr Lassané Sawadogo)

effectuées avec le véhicule de la Carfo, avec prises en charge du chauffeur et des frais de route

Au total, sur un montant de 3.602.000 FCFA de carburant hors activités Carfo, 2.612.000FCFA ont été destinés au ministre de tutelle (Mr Lassané Sawadogo) »

Le même rapport dénonce en page 212, l'immixtion grave du ministre Lassané Sawadogo dans le dossier de la construction du siège de la Carfo à Ouaga 2000 en ces termes :

« – le Conseil d'administration en ses séances des 12 Janvier et 25 Avril 2007 et par délibération n°07-016/MFPRE/CARFO/CA du 09 Mai 2007 avait annulé la procédure de passation du marché entamée pour l'exécution du projet de construction.

Le ministre chargé de la tutelle technique (Lassané Sawadogo), par lettre n° 2007-059/MFPRE/CAB du 14/05/2007 a invité le Conseil d'administration à surseoir à la délibération n°2007-016/MFPRE/CARFO/CA du 25/04/2007 »

Les différentes investigations faites par les corps d'Inspection sur la gestion de Mr Lassané Sawadogo, ont conduit à l'émission d'ordres de recettes contre lui, pour l'obliger à rembourser des sommes importantes indûment prélevées.

Est-il raisonnable, après cette expérience, de confier encore une caisse de retraites à Mr Lassané Sawadogo ?

La CNSS fait partie des « entreprises à caractère stratégique ». De ce fait, la nomination de son Directeur Général relève directement d'une décision du Président du Faso.

Le Président Roch Kaboré est donc responsable de cette nomination, et c'est pour cela que l'Opposition politique l'interpelle personnellement. Si la loi a établi que c'est le Président du Faso qui nomme les dirigeants des entreprises à caractère stratégique, c'est parce que le législateur a pensé que vu son statut, il a le pouvoir de résister aux pressions politiques ou clientélistes et de nommer des personnes compétentes, intègres et patriotes à ces postes. Malheureusement, il nous est donné de constater, qu'en matière de nomination aux hautes fonctions, le Président Kaboré tend à perpétuer la pratique malsaine de copinage politique qui a fait tant de mal à notre pays. Cette nomination à la tête de la CNSS ne répond à aucun souci de préserver l'avenir de nos retraites. Elle n'est pas un exemple de bonne gouvernance, ni un choix qui rassure.

C'est pour cela que l'Opposition politique la dénonce, et dit clairement qu'elle n'acceptera pas que l'argent de nos retraites soit mis dans les mains d'un prédateur, qui a déjà été épinglé par nos services d'inspection.

Fort de ce constat, l'Opposition politique :

Demande instamment au Président Roch Kaboré d'annuler le décret portant nomination de Mr Lassané Sawadogo comme Directeur Général de la CNSS

Invite les travailleurs de la CNSS à faire preuve de grande vigilance dans cette affaire, et à se mobiliser pour éviter que l'avenir de leur maison ne soit compromis

Alerte l'opinion publique sur les dérives de ce nouveau –ancien pouvoir, qui est rapidement revenu aux méthodes détestables décriées par notre peuple, et qui se comporte comme si rien ne s'était passé au Burkina Faso.


Invite le gouvernement, à procéder sans délai à une relecture de la loi relative aux entreprises stratégiques, afin que des dispositions adéquates y soient introduites, pour éviter le genre d'abus auquel nous sommes en train d'assister

Invite les burkinabè de tous horizons, à se tenir prêts pour l'exécution de tout mot d'ordre qu'elle viendrait à lancer, pour contraindre le régime à respecter les aspirations profondes de notre peuple.

Zéphirin DIABRE

Chef de file de l'Opposition

Ouagadougou le 17 Mai 2016



Téléchargez le quotidien numérique Sciences-Campus

Info du lundi au dimanche.

7 numéros dans la semaine.



Pour des élections municipales apaisées : l'Association Racine s'engage

A l'orée des élections municipales du 22 mai prochain, l'association Racine a tenu un atelier de formation au profit des chefs coutumiers sur la conduite à tenir pour des élections municipales réussies. C'était à Ouagadougou ce mercredi 18 mai 2016.

Depuis le 18 avril dernier, l'Association Racine a entrepris une série de tournée de formation et de sensibilisation dans les différentes régions du Burkina. Ces formations sont initiées pour renforcer les capacités des chefs coutumiers afin qu'ils apportent leur contribution pour des élections municipales apaisées.

A moins de quatre jours du scrutin municipal, c'est la région du centre qui accueille à son tour l'Association Racine pour un atelier de formation. Selon le président de Racine, son excellence Naaba Baongo de Gourcy, l'association travaille à promouvoir la paix et la cohésion sociale dans toutes les localités du Burkina.

C'est pourquoi depuis les élections présidentielles et légis-



Communiqué de l'UPC sur les violences commises par des militants du MPP à Bouroum-Bouroum

L'UPC a appris que ce mercredi 18 Mai 2016 à 3 heures du matin, des militants du MPP ont incendié le siège de la Commission électorale communale indépendante (CECI) de Bouroum-Bouroum dans le Poni.

Ces militants protestent contre le fait que, leur liste n'ayant pas pu être déposée à temps, la justice ne leur ait pas permis de se présenter aux municipales.

Ainsi, avant d'incendier le siège de la CECI, les militants du MPP de Bouroum-Bouroum ont passé leur temps à harceler ceux de l'UPC, les menaçant au quotidien et les accusant d'être à la base de ce qui leur est arrivé.

La ministre de l'action sociale, Mme Laure ZONGO/HIEN en personne, a tenu des rencontres à Bouroum-Bouroum le weekend dernier, au cours desquelles elle a encouragé ses camarades à empêcher le vote. Les cartes d'électeurs des habitants du village de Mingboursa ont ainsi été récupérées

latives passées, elle s'est donné pour cheval de bataille la sensibilisation et la formation des acteurs électoraux pour des scrutins sans violence ni contestation. Cette première expérience ayant été une réussite, l'association revient avec sa contribution en prélude des élections municipales du 22 mai prochain. Elle bénéficie de l'appui de l'ONG Paix à travers le Développement (PDEV II) pour cette initiative.

Pour la directrice pays de PDEVII, Salamata OUEDRAOGO, toutes les attentions doivent être portées sur ces élections municipales en ce sens qu'elles sont des élections de proximités avec beaucoup d'enjeux. Et c'est au regard de cela que PDEVII qui œuvre dans la prévention de l'extrémisme violent est aux côtés de Racines. Cet atelier de formation doit permettre aux participants de savoir davantage sur le code électoral et surtout le rôle que peuvent jouer les acteurs coutumiers et la chefferie traditionnelle pour des élections apaisées.

L'Association Racine est composée de chefs coutumiers et de professeurs d'universités. Elle œuvre pour la sauvegarde et le développement de la culture, la promotion de la paix et la cohésion sociale. Elle intervient dans toutes les régions du Burkina.

Valentin YOUMANLI

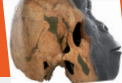
moyennant la promesse d'un barrage. En plus, les militants du MPP menacent de s'en prendre à nos camarades et d'incendier la mairie de Bouroum-Bouroum pour que, même si d'aventure les élections se tenaient, le maire issu de l'UPC ait tout le mal du monde à se mettre au travail.

L'UPC condamne avec la dernière énergie cette barbarie qui nous fait reculer de plusieurs décennies en matière de démocratie. Elle exige ici et maintenant du gouvernement et de la CENI :

- La sécurisation de ses militants et de tous les citoyens menacés dans cette affaire à Bouroum-Bouroum ;
- La poursuite et la punition de tous les auteurs de troubles ;
- La sécurisation du scrutin à Bouroum-Bouroum, ainsi que dans les autres communes du Burkina, même là où le MPP n'a pas pu se présenter à cause de ses propres turpitudes.

Ouagadougou, le 18 Mai 2016

Pour le Bureau Politique National de l'UPC
Le Porte-Parole
Rabi YAMEOGO



Avis de recrutement



Poste: Un Gender Officer
Type d'emploi: CDD
Pays: Mali
Adresse: ANPE-MALI
Date limite de dépôt des dossiers: 30/05/2016

Description :

Les responsabilités du poste peuvent emmener le titulaire du poste à avoir des contacts ou un accès réguliers aux enfants et jeunes.

Dans le cadre de ses responsabilités, le titulaire du poste appuiera la mise en place de système de protection des enfants, la promotion d'une culture de la sécurité des enfants, et d'assurer que les préjudices potentiels contre les enfants sont identifiés et traités en permanence (par notre personnel et / ou sur la base de la façon dont nous faisons notre travail).

Le titulaire du poste doit rendre compte et répondre à des interventions telles que déterminées par les responsabilités liées au poste identifié dans la Politique de protection des enfants.

INTRODUCTION

Le Projet « Born on Time » (BoT) est un programme d'une période de cinq années (avril 2016 – Décembre 2020) financé par le Ministère des Affaires Etrangères, du Commerce et du Développement (MAECD) du Canada et visant à contribuer à la réduction des taux de naissances prématurées dans les communautés ciblées du Bangladesh, de l'Éthiopie et du Mali à travers une approche intégrée axée sur la promotion de changements sains de style de vie, l'amélioration du dépistage et du traitement des infections pendant la grossesse, les conseils en nutrition, la supplémentation nutritionnelle, ainsi que des conseils et services de planification familiale. L'initiative « Born on Time » est le fruit d'un partenariat public-privé (PPP) dans le cadre efforts visant à accélérer les réalisations du plan d'action "Every Newborn" et mise en œuvre par les partenaires très expérimentés d'un consortium (World Vision, Save the Children et Plan). Ces trois pays sont parmi ceux qui ont les taux les plus élevés de naissances prématurées – plus de 10% des naissances survenant avant 37 semaines de gestation. Afin d'atteindre les populations les plus vulnérables au sein de chaque pays, les régions avec les taux de mortalité néonatale les plus élevés ont été ciblées. Celles-ci comprennent la division de Rangpur au Bangladesh; la région d'Amhara en Ethiopie; et la région de Sikasso au Mali.

Cet objectif ambitieux sera atteint par les résultats intermédiaires suivants:

- 1) Renforcement de la capacité des prestataires et structures de santé pour la mise en œuvre et le suivi des services de santé maternelle, néonatale et reproductive de qualité, sûrs pour l'environnement, sensibles au genre, adaptés aux adolescents/ adolescentes, aux nouveau-nés, aux femmes enceintes et aux FAP afin de prévenir et soigner les naissances prématurées.
- 2) Renforcement des capacités des Agents de Santé Communautaire (ASC) de fournir la qualité, l'égalité des services de santé maternelle, néonatale et reproductive pour les nouveau-nés, les adolescentes, les femmes enceintes et les FAP pour prévenir et soigner les naissances prématurées
- 3) Sensibilisation accrue chez les adolescentes, les femmes enceintes, les FAP, les partenaires masculins et les membres de la famille sur les grossesses saines et les comportements sains, y compris la nutrition, les questions d'égalité des sexes, la participation des hommes, le sevrage tabagique, le repos maternel et la promotion de l'allaitement maternel.
- 4) Augmentation de la capacité des adolescentes, des femmes enceintes et des FAP pour accéder équitablement aux pratiques et services de santé maternelle, néonatale et reproductive sensibles au genre pour prévenir et soigner les naissances prématurées.
- 4) Renforcement des systèmes communautaires pour appuyer, promouvoir et soutenir l'accès des adolescentes, des femmes enceintes et des FAP aux pratiques et aux services de santé maternelle, néonatale et reproductive sensibles au genre / aux besoins spécifiques des adolescentes pour prévenir et soigner les naissances prématurées.
- 5) Renforcement de la capacité d'enregistrer, de signaler et utiliser les données de naissance et de décès désagrégées par sexe au niveau national, régional, District et communautaire.

Amélioration des connaissances et des preuves sur les approches de prévention et de soins des naissances prématurées

BUT DU POSTE

Le titulaire de ce poste aura une connaissance spécifique des questions internationales de développement et de l'égalité des sexes en mettant l'accent sur les réalités de la zone d'intervention du projet. Il/elle développera une expérience engageant les enfants sur les questions de genre souhaitables. Il/elle aura de solides compétences organisationnelles pour travailler efficacement pour soutenir des tâches multiformes et variées. Il/elle démontrera une capacité à travailler en équipe, à diriger et inspirer les autres. Il/elle fera preuve d'adaptabilité et de flexibilité pour ajuster l'évolution des calendriers et des priorités. Il/elle veillera à la triangulation de l'information pour produire des rapports précis. Il/elle démontrera d'excellentes compétences analytiques sur le genre.

ETENDU DU POSTE

Supérieur hiérarchique : Project Manager
Personnel directement sous la responsabilité de ce poste : Aucun

PRINCIPAUX DOMAINES DE RESPONSABILITE

Tâches Spécifiques

Fournir une assistance technique de haute qualité aux équipes de mise en œuvre, construire des preuves évidentes pour soutenir et mettre à l'échelle les innovations.

Appuyer le personnel du programme et les partenaires, ainsi que l'équipe du Bureau Pays, à intégrer stratégiquement l'égalité des sexes dans le projet BoT par le biais d'activités de formation et de partage des connaissances.

Appuyer la collecte, l'intégration, le suivi et l'évaluation des indicateurs appropriés de genre afin d'assurer que les résultats d'égalité des sexes sont atteints et documentés, y compris pour une enquête de base sur l'analyse genre.

Appuyer les équipes du projet pour examiner les livrables du projet et les rapports des donateurs dans une perspective de contrôle de la qualité technique.

Produire des rapports narratifs et des documents qui sont complets et de haute qualité.

Assurer le développement et la dissémination des outils de gestion du programme / projet sensibles au genre et axés sur les résultats.

Soutenir la mise en œuvre des principes d'équité genre de Save the Children International et y adapter outils de communication.

Au besoin, représenter Save the Children Mali à des conférences et ateliers pertinents.

Identifier les meilleures pratiques afin de renforcer l'égalité des sexes dans tous les domaines.

Assurer l'apprentissage contribuant à renforcer la gestion des connaissances au sein de Children International dans ce domaine.

Soutenir le Manager du projet dans la planification stratégique, la planification opérationnelle, la préparation du budget, les communications internes et la gestion du staff ;

Exécuter d'autres tâches assignées par son superviseur selon ses compétences ;

Se conformer aux politiques et pratiques de Save the Children International en matière de protection code de conduite, santé et la sécurité des enfants, égalité des chances et autres politiques et procédures pertinentes.

Qualifications et expérience

Diplôme universitaire en sciences sociales avec une formation attestée sur le genre et la santé ou dans un domaine pertinent.

Un minimum de trois (3) années d'expérience de travail avec une organisation internationale de développement et/ou sur un programme mettant l'accent sur l'équité genre.

Un minimum de trois (3) années d'expérience dans les Soins Essentiels dans la Communauté (SEC) en termes de Soins Simples aux Nouveau-Nés, suivi/supervision, formation et analyse des données des ASC

Capacité de développer des outils innovants pour la CCSC et respectant les cultures locales ;

Connaissance et expérience pratiques de travail avec un cadre de gestion axée sur les résultats avec des outils de suivi et d'évaluation intégrant l'égalité des sexes.

Expérience dans le développement et la réalisation d'initiatives, de formation et de renforcement de capacités du personnel.

Capacité de respecter l'identité culturelle, le sexe, la religion, la race, la nationalité, et la sensibilité de l'âge.

Capacité absolue de respecter et de faire respecter pleinement la Politique de sauvegarde de l'enfant de Save the Children.

Bonne connaissance des paramètres des accouchements prématurés et des facteurs favorisants;

Développer et entretenir un environnement de travail basé sur le respect de la diversité;

Le respect de la dignité et de la valeur de chaque individu ;

Familiarité avec les interventions de prévention des accouchements prématurés ;

Capacité d'effectuer de fréquents déplacements sur terrain jusqu'à 50% de son temps ;

Bonne connaissance des politiques et procédures de SC et du MAECD est un atout

Excellentes compétences verbales, écrites et compétences de présentation

Connaissance de l'outil informatique: MS Office bureautique (Word, Excel, Powerpoint), Internet

Maîtrise de la langue française exigée ; connaissance de l'anglais, écrit et parlé est un atout

Très bonne connaissance des cultures locales

COMPETENCES ET COMPORTEMENT (Nos valeurs en pratique)

Responsabilité:

Est responsable de la prise de décisions, de la gestion efficace des ressources, respecte et fait respecter les valeurs de Save the Children

Responsabilise l'équipe et les partenaires – leur laissant la liberté d'atteindre les résultats de la meilleure façon, fournit le développement nécessaire à l'amélioration des performances et applique les conséquences appropriées lorsque les résultats ne sont pas atteints.

Ambition:

Fixe des objectifs ambitieux et stimulants pour lui-même (et son équipe), prend la responsabilité

de son propre développement et encourage les autres à en faire de même.

Partage largement sa vision personnelle de Save the Children, engage et motive les autres

Orienté vers le futur, pense stratégiquement

Collaboration:

Construit et maintient des relations efficaces avec son équipe, ses collègues, les Membres, les partenaires extérieurs et les sympathisants

Valorise la diversité, la considère comme une source de compétitivité

Abordable, à l'écoute

Creativité:

Développe et encourage les solutions innovantes

Disposé à prendre des risques calculés

Intégrité:

Honnête, encourage l'honnêteté et la transparence

Les dossiers de candidatures doivent comporter :

CV détaillé mis à jour ;

Lettre de motivation mentionnant le titre du poste ;

Copies certifiées des diplômes et attestations de travail;

Casier judiciaire ;

Références d'au moins deux précédents employeurs (de préférence les superviseurs directs).

Les dossiers de candidature doivent être envoyés au plus tard le 30 Mai 2016 à 12 heures précises uniquement via l'adresse électronique suivante : mali.recruitment@savethechildren.org ;

NB : Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront convoqué(e)s pour les interviews. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.



Avis de recrutement

Sciences-Campus Info

Poste : des journalistes, web journalistes et pigistes

Description du poste : collecter l'information, la vérifier et la rédiger, faire des reportages sur initiative ou à la demande, faire la mise en ligne des articles, participer à la rédaction, participer au montage du journal, animer des rubriques spécifiques et participer à toutes les activités de promotion du magazine.

Qualifications : Etre titulaire d'un BAC+2 en communication, journalisme ou autres disciplines connexes ; Avoir au minimum une expérience récente dans un journal.

Lieu d'affectation : Ouagadougou.

Aptitudes : Bon esprit d'analyse ; Etre rigoureux et apte à travailler sous pression ; Excellentes aptitudes de communication orale et écrite et des réflexions claires et logiques ; Proactif, bon sens de la collaboration et du service ; Etre organisé et méthodique ; Avoir l'esprit d'initiative très élevé ; Avoir une bonne moralité et jouir de ses capacités ; Maitriser parfaitement l'informatique et les outils de montage du journal Xpress, adobe et l'utilisation de l'internet.

Dossiers à fournir : cv et lettre de motivation à envoyer à redaction@sc-mail.info au plus tard le 31 Mai 2016.

www.sciences-campus.info

Avis de recrutement

Sciences-Campus Info

Poste : des Attachés Commerciaux à Ouagadougou et à Bobo Dioulasso

Description du poste : Etablir les plans de ventes et les stratégies Marketing du magazine à travers les insertions de communiqués, d'évènement, de publicité sur le site internet et dans le quotidien ; Prospector, entretenir et développer une clientèle ; Analyser et promouvoir les activités du magazine.

Qualifications : Etre titulaire d'un BAC+2 en Marketing, Gestion Commercial, administration des affaires ou autres disciplines connexes ; Avoir au minimum une expérience de vente B2B ; Avoir un talent confirmé dans l'organisation et la coordination d'action de vente ; Avoir 20 ans au minimum, Etre résident dans la ville d'affectation.

Lieu d'affectation : Ouagadougou et

Bobo Dioulasso.

Aptitudes : Bon esprit d'analyse ; Etre rigoureux et apte à travailler sous pression ; Excellentes aptitudes de communication orale et écrite et des réflexions claires et logiques ; Proactif, bon sens de la collaboration et du service ; Etre organisé et méthodique ; Avoir l'esprit d'initiative très élevé ; Avoir une bonne moralité et jouir de ses capacités ; Maitriser parfaitement l'informatique et l'utilisation de l'internet.

Type de contrat : Contrat annuel de prestation de service, Rémunération basée sur le résultat.

Dossiers à fournir : cv et lettre de motivation à envoyer à recrutement@sc-mail.org au plus tard le 31 Mai 2016.

www.sciences-campus.info

Adresses utiles

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47

Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45

ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11

SONABEL: 25 30 61 00

Aéroport: 25 30 65 15

Police secours: 25 30 71 00

Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18

Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44

ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00

11 11

SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30

Aéroport: 20 97 00 70

Burkina secours: 20 97 01 43

Police secours: 17

Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du

Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

-Augustin Irraya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*